

Jeunesse : Analyse et propositions

Le Conseil National de la Refondation a mis à son programme de travail un chantier Jeunesse (13-29 ans), qui devrait porter sur les points suivants :

- La vie quotidienne des jeunes ;
- La construction de leur avenir professionnel ;
- L'action écologique ;
- L'engagement citoyen.

Les Forums Mac Mahon ont consacré plusieurs réunions à ce thème, dont le présent document est issu.

Les évolutions rapides de la société, des technologies, de la circulation de l'information ont créé un environnement complexe et instable, dans lequel une partie de la jeunesse, ne disposant d'aucun repère solide, se trouve ballotée entre certitudes non validées et interrogations existentielles.

Cette situation complexe résulte du croisement de multiples facteurs ; nous nous limiterons à ne mentionner que quelques-uns d'entre eux, nous rappellerons ensuite certaines des raisons qui expliquent le désarroi d'une partie de la jeunesse et évoquerons enfin des voies possibles d'amélioration, pour certaines déjà engagées, avec un intérêt particulier pour ce qui concerne la construction de l'avenir professionnel.

Dans cette approche, nous tiendrons pour acquis le verre à moitié plein et nous concentrerons sur « le verre à moitié vide », et présenterons des pistes pour le remplir davantage.

Le constat

L'une des principales évolutions récentes de la société est la prise de conscience du dérèglement climatique ; ceci se traduit par une volonté, largement partagée par la jeunesse, de ne pas poursuivre le rythme et les modes de croissance de l'économie que nous avons connus depuis la révolution industrielle, puis au cours des trente glorieuses et jusqu'au début du 21ème siècle ; cette posture vise, selon leurs témoignages, à réduire significativement la production de gaz carbonique pour réduire l'effet de serre.

Cette volonté de réduire la croissance économique va de pair **avec la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée** ; la jeunesse milite pour passer davantage de temps avec sa famille ou ses amis et pour avoir du temps libre à soi. Beaucoup de jeunes disent, en outre, rechercher du sens à leur vie, et en particulier au travail qu'ils acceptent de faire. Toutes ces évolutions vont à l'encontre du système qualifié de productiviste qu'ils condamnent. Ce changement de paradigme entraîne donc beaucoup de questionnements pour la jeunesse, mais aussi pour les responsables économiques et politiques beaucoup d'interrogations sur la mise en œuvre et la faisabilité des réformes à entreprendre.

En lien avec ces interrogations sur le travail, les **évolutions techniques sont sources d'inquiétudes pour les jeunes** qui voient des métiers disparaître du fait du remplacement des hommes/femmes par des robots : les progrès technologiques font que ces robots s'immiscent dans de plus en plus de secteurs et de postes de travail et se substituent un peu partout aux humains.

Parmi les évolutions technologiques, celles relatives à la transmission de l'information se sont développées très rapidement pour fournir à tous un accès immédiat à (presque) tout ce qui se passe dans le monde. Les jeunes, qui sont nés dans ce monde de l'information simultanée, usent et abusent de

cette technologie qui leur apporte une entrée facile et individualisée à la connaissance, au savoir, aux événements... Mais en présence de données contradictoires selon les sources, laquelle choisir ou suivre ? C'est une interrogation à laquelle les jeunes se trouvent confrontés, mais tous n'en ont pas conscience ! Et ce n'est pas la moindre des questions car les influences sur les jeunes, qui peuvent aller jusqu'au formatage de leur pensée, passent par ces réseaux de l'information.

C'est ainsi que les jeunes, sans que cela soit exclusif des autres catégories de personnes, sont, du fait de leur addiction aux réseaux sociaux et aux discussions quasi permanentes avec leurs « amis » en ligne, enclins à faire confiance à l'information donnée par un copain, un ami, un influenceur, mais certainement pas aux spécialistes, qui ont une notoriété reconnue et établie, aux « sachants », c'est-à-dire à tous ceux qui représentent les élites qu'il est de bon ton de dénigrer.

C'est ainsi que les informations partiales développées dans d'autres pays par des mouvements contestataires, et diffusées largement hors de leurs frontières, sont reprises comme vérité alors même qu'elles ne sont pas toujours pertinentes chez nous du fait de notre histoire ou de notre culture, bien différente de celle des pays d'origine de ces informations.

Par manque de culture et de connaissances apprises sérieusement à l'école, beaucoup de jeunes ne sont pas armés pour faire le tri dans la foultitude des informations qui leur parviennent et ne se fient pas toujours aux bonnes sources.

Ces quelques constats, probablement trop généralisateurs, mériteraient d'être nuancés. Ils montrent cependant que la jeunesse dans son ensemble fait face à un environnement en pleine mutation selon un rythme très rapide qui ne lui laisse pas le temps de se poser les bonnes questions, et de s'arrimer fermement à des convictions sérieuses et fiables. De plus, les adultes, confrontés à cette situation nouvelle pour eux, ne savent souvent pas eux-mêmes comment réagir.

Les raisons de l'état d'esprit de la jeunesse

Quelles sont les raisons profondes qui expliquent ce désarroi de la jeunesse face à l'avenir qu'elle envisage souvent avec tant de pessimisme ?

Dans la société d'aujourd'hui, les enfants bénéficient très jeunes d'une autonomie bien plus grande qu'au siècle précédent, soit par obligation du fait du contexte familial (travail très prenant des deux parents ou parents séparés ou familles recomposées), soit par une sorte de laissez-faire pour ne pas dire abdication de certains parents qui considèrent qu'il revient à l'école (bras armé de l'Etat providence) d'éduquer leur progéniture.

Les conséquences de cette autonomie vis-à-vis de leurs parents sont d'une part que **leurs premiers référents sont leurs camarades un peu plus âgés qu'eux**, qui se sont construits de la même manière, et d'autre part **que leur savoir et leur comportement social sont essentiellement alimentés par internet et les réseaux sociaux, engendrant de fait un comportement individualiste.**

Forts de cet apprentissage, **beaucoup de jeunes**, qu'ils soient écoliers, collégiens ou lycéens, **considèrent qu'ils savent autant que leurs enseignants** ; en outre, les ressentis de leur courte expérience de la vie sont considérés comme ayant autant de valeur que ceux des adultes qui ont pourtant accumulé des expériences pendant des décennies.

C'est la voie ouverte au manque de considération, auquel certains parents ne sont pas étrangers, à l'égard du corps enseignant, et à l'émergence de « l'enfant roi » qu'il ne faut pas contrarier et auquel il ne faut rien refuser. Quelle impréparation à la vie réelle d'adultes faite de connaissances acquises par le travail et l'expérience, de confrontations d'idées, de compromis, d'échecs et de succès !

Cet état d'esprit reste en grande partie à l'origine de la dégradation des performances des écoliers et lycéens français dans les tests internationaux de connaissances. Dans la période scolaire (primaire, collège, lycée), plusieurs évaluations standardisées sont effectuées en CP, en CE1, en 6ème et en 2nde par l'Education Nationale. Elles sont par ailleurs complétées par des évaluations internationales permettant de situer le niveau relatif des élèves français : PISA, TIMSS, PIRLS, ICILS. Ces résultats d'enquêtes internationales sont naturellement toujours sujets à discussion mais donnent tout de même matière à réflexion. Réalisées à des dates différentes, avec des modalités spécifiques à chacune d'entre elles et sur des échantillons non identiques, ces enquêtes aboutissent à des conclusions similaires : la place des élèves français est au mieux juste dans la moyenne des groupes étudiés et systématiquement derrière nos grands voisins européens.

La baisse de niveau que l'on retrouve en particulier en mathématiques mais aussi en français, se constate concrètement en particulier dans les écrits de recherche d'emplois.

Pour un bon nombre de jeunes, le travail n'est plus l'élément central de leur vie, comme c'était le cas pour les générations antérieures. Il est vrai que le contexte a changé. Ils ont vu leurs parents travaillant dans les secteurs exposés à la concurrence soumis à forte pression quand les employeurs avaient une main forte, et pouvaient aisément les remplacer du fait d'une main d'œuvre abondante. L'attractivité du travail en a été affectée. Le retournement de la démographie renforce à présent la main des salariés. Aussi, le travail demeurant cependant nécessaire pour gagner sa vie, leur attitude a évolué, comme on le voit par exemple dans les entretiens d'embauche, **beaucoup de jeunes s'intéressent en priorité aux conditions de rémunération et de disponibilité** (horaires, congés, possibilité de télétravail, ...) avant même de poser des questions sur la nature du travail qui leur est proposé. Leurs attentes, si ce n'est leurs exigences dans ces domaines, sont souvent en fort décalage avec ce qui leur est annoncé (et qui date encore de l'ancien monde), ce qui accroît chez eux un ressentiment à l'égard du monde de l'entreprise.

Facteur aggravant, la coexistence d'un vaste secteur public et parapublic peu soumis à la pression productiviste. Avec un effet pervers : ce secteur s'étendant, les moyens financiers ne suivent pas, et le sentiment de sous-rémunération y conduit à rechercher compensation sous forme d'allègement de la production. Ce qui n'améliore ni son efficacité ni son attractivité.

Dans ce contexte, **les jeunes souhaitent faire un travail qui ne soit pas qu'alimentaire, mais qui ait du sens** pour eux, qui leur permette de se sentir utiles ; et ils veulent avoir la capacité d'être les acteurs de leur parcours professionnel. Un ensemble d'attitudes qui tranchent avec celles des générations antérieures et qui remettent en cause le fonctionnement traditionnel du monde productif : comment intégrer dans le personnel en place des jeunes, sans expérience et pour beaucoup insuffisamment formés, qui ont de telles revendications ou ambitions ?

Des voies possibles d'amélioration

Ces lacunes dans le savoir-être et le savoir-faire sont en large partie le résultat de l'éducation reçue et de l'enseignement choisi. Il est difficile de modifier le type d'éducation reçue, quasi totalement dépendante des parents, et dont les évolutions ne peuvent qu'apparaître au mieux à la génération suivante. Mais on ne peut pas faire l'impasse sur ce sujet, il convient « d'amorcer la pompe ». Sans doute convient-il de reconstruire un consensus sur les rôles respectifs et complémentaires des parents et de l'école, pour ce qui concerne le savoir-être et le savoir-faire. Et peut-être de distinguer plus clairement dans les apprentissages à la maison et à l'école :

- Ce qui est nécessaire pour vivre dans notre société, de plus en plus complexe et réglementée, de plus en plus digitalisée, et où chacun est de plus en plus exposé aux fake news
- Ce qui répond à une envie, que cela devienne un hobby ou, c'est souhaitable mais ce n'est pas toujours possible, une activité professionnelle

- Ce qui permet en fonction de son potentiel d'exercer un métier apportant une rémunération répondant aux attentes

Pour ce qui concerne l'enseignement, il peut connaître des modifications relativement rapidement. Il convient en effet de monter le niveau de tous les élèves et étudiants pour qu'ils soient en mesure de faire face aux besoins et aux contraintes d'emplois dans le monde d'aujourd'hui et de demain qui devient de plus en plus compliqué. Cela passe par des mesures déjà partiellement mises en œuvre à la maternelle, au collège et au lycée.

La maternelle, obligatoire désormais dès 3 ans, est le meilleur moyen de permettre à l'enfant de s'ouvrir aux autres et donc très jeune, de s'intégrer plus facilement. Le dédoublement des classes dans le primaire devrait être accompagné par des mesures visant à impliquer davantage les parents dans le suivi scolaire de leurs enfants ; la remise au goût du jour des devoirs à la maison est une bonne évolution pour intéresser les parents à l'apprentissage scolaire de leurs enfants.

Au niveau du collège et du lycée, il conviendrait, outre d'approfondir les matières fondamentales que sont le français et les mathématiques, de redonner ses lettres de noblesse à l'enseignement technique afin qu'il puisse être choisi sans réticences par ceux qui se sentent attirés par cette voie. Cela irait dans le sens d'une meilleure adaptation du cursus scolaire aux besoins actuels de l'économie : l'enseignement technique favorise l'apprentissage sans tabou et apporterait la ressource humaine nécessaire à la nouvelle industrialisation du pays. A cet égard, sans doute faudrait-il, à rebours d'un intellectualisme trop largement partagé, y compris dans les médias et le monde politique, rappeler que tout travail rémunéré, quel qu'il soit, est éminemment respectable : c'est bien parce qu'il a une utilité et répond à un besoin qu'il est rémunéré. Et plus il est modeste ou pénible, plus le travail et le travailleur méritent respect et reconnaissance, à rebours d'un insupportable et délétère mépris pour de prétendus « petits boulots » et autres « travaux de m... ». Il est en conséquence fondamental de revaloriser le travail, quel qu'il soit. En particulier, tout métier bien exercé doit permettre de vivre décemment.

Enfin, pour l'entrée dans l'enseignement supérieur, le choix de la filière devrait se faire prioritairement fonction de ses connaissances/capacités ; la liberté de s'engager dans une voie en fonction de son envie sans tenir compte de ses capacités ou de ses connaissances conduit généralement à une impasse ; de même, les formations universitaires, qui n'offrent plus de débouchés, génèrent frustrations et déception. Aussi, convient-il de favoriser ou accompagner les évolutions ou changements de carrières en incitant des diplômés d'un secteur non porteur à évoluer vers une voie plus dynamique. Par ailleurs, le renforcement ou le développement de passerelles entre l'enseignement supérieur et la vie professionnelle en favorisant les voies scientifiques et techniques donnerait des perspectives encourageantes à la jeunesse en matière d'emplois. Et pour ce qui concerne l'offre de formation supérieure, la puissance publique, qui met le coût à la charge du contribuable et offre la gratuité aux élèves, se devrait de concentrer cette offre sur ce qui permet de répondre aux besoins de notre société au sens large, tant dans un souci d'efficacité économique et sociale que de limitation des frustrations et déceptions et du gâchis qui en résulte.

Tout au long du parcours éducatif se pose la question de l'importance respective de l'élitisme et de l'égalitarisme. Dans un univers international concurrentiel et à l'ère des Gafam et de Chat GPT, de la guerre en Ukraine et de la montée rapide des tensions internationales, pouvons-nous dépendre d'autres pays pour tout ce qui est à la pointe de la compétence et de l'innovation ? Ou bien devons-nous repérer dans chaque métier, et en amont à l'école puis à l'université, les meilleurs, les sélectionner, les former, pour leur permettre de devenir et nous permettre collectivement de bénéficier des meilleurs experts, managers, premiers de cordée, etc ? Et plus largement, devons-nous nous résigner à ce que notre histoire soit « celle de l'endormissement d'une nation qui a oublié de penser sa puissance et son rôle mondial, se recroquevillant sur son marché intérieur ..., oubliant l'intérêt et l'ambition nationaux » comme l'écrivent les auteurs du rapport parlementaire sur le nucléaire, ou bien devons-nous chercher à porter chacun à son meilleur niveau dans le cadre d'une saine émulation ? Visons l'excellence dans tous

les métiers !

Pour ce qui est de l'activité professionnelle, la jeunesse se pose beaucoup de questions, se sentant directement concernée par les problématiques climatiques générées par l'activité humaine ; elle recherche par ailleurs, nous l'avons mentionné, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée que celui qu'ont connu leurs parents ou grands-parents et n'accepte un travail que s'il a un sens pour elle et s'il est rémunéré pour vivre décemment.

Sur ce point du niveau de la rémunération, pour une large part de la population, le lien avec la production s'est distendu. Les biens se trouvent en abondance dans les magasins, « le système » les produit, et la rémunération permet de les acheter. La rémunération est un enjeu de négociation déconnecté de la valeur de sa propre production, souvent lointaine, que ce soit dans l'administration (par exemple pour les enseignants : comment en mesurer la valeur en l'absence de prix de marché ?) ou dans les grandes entreprises, bien loin de la perception des artisans ou des professions libérales. Peut-on reconstruire ce lien élémentaire à une bonne compréhension des alignements d'intérêts ?

Sans tomber dans l'excès du « droit à la paresse » prôné par certains politiques, **il paraît possible à certaines branches professionnelles de procéder à des aménagements d'horaires** pour dégager en faveur des salariés du temps libre utile et revitalisant : l'idée de **la semaine de 4 jours** est de plus en plus présente et s'instaure progressivement dans certains secteurs. Par ailleurs, **l'utilisation du télétravail** s'est fortement développée pendant la crise du Covid 19 et est de plus en plus largement diffusée au sein des entreprises.

Le mode de management est également amendable pour tenir compte des nouvelles possibilités technologiques ; il peut **laisser davantage de place à la gestion horizontale** au lieu de la voie hiérarchique, verticale. Dans beaucoup de secteurs, **le travail collaboratif ou participatif**, qui permet de faire travailler ensemble de nombreux collaborateurs grâce aux technologies de l'information et de la communication, se développe et permet de donner à chacun une place, voire une reconnaissance dans le fonctionnement du service ou de l'atelier.

C'est également une manière **d'intégrer socialement les collaborateurs** ; ils peuvent ainsi (re) découvrir les règles pour vivre en société, ce que leur mode de vie, souvent fondé sur l'individualisme, ne leur avait que peu donné l'occasion de connaître. Ils doivent, du coup, bien **intégrer qu'ils ont certes des droits, mais aussi des devoirs envers la société qui les finance et paie leurs études**, ce que certains oublient actuellement.

L'évolution des techniques, que beaucoup de jeunes craignent du fait des conséquences en termes d'emplois, **doit aussi être vue comme une chance** : la robotisation, qui n'en est qu'à ses débuts opérationnels en France, permet de réduire, voire supprimer certains travaux pénibles ou fastidieux, qui correspondent souvent aux postes de travail qui ne sont pas recherchés et donc laissés vacants !

De plus, la fabrication de nouvelles machines, robots, ordinateurs, et autres produits sophistiqués entraîne la création de nouveaux emplois, plus spécialisés, demandant un niveau technique plus élevé et donc une formation adaptée.

Au total donc, **l'évolution des techniques est un facteur positif sur le plan de l'emploi par l'allègement ou la disparition progressive de la pénibilité dans les métiers, et par la création de nouveaux métiers à plus grande valeur ajoutée**. L'enseignement, comme mentionné plus haut, doit évoluer rapidement pour préparer les jeunes à ces nouveaux emplois.

Nous vivons une période de transitions accélérées dans de nombreux secteurs dont les nouvelles technologies de l'information. Celles-ci rendent accessibles à tous et immédiatement les informations, validées ou pas, venant du monde entier. Ce progrès technique de ces deux dernières décennies apporte

naturellement un vrai plus, mais nécessite aussi beaucoup de discernement dans l'interprétation qu'il convient de donner à l'information ainsi véhiculée.

Une large partie de la population n'est pas armée pour repérer les « fake news », ou pour ne pas accorder la même valeur à un écrit d'un spécialiste et à un article d'un quidam. La jeunesse est évidemment largement concernée par cette problématique de ne pas devenir victime d'informations déformées, d'influences néfastes, de placage d'événements historiques non pertinents chez nous. Pour y faire face, là encore, c'est la lecture, le travail scolaire et universitaire, la curiosité intellectuelle qui **génèrent la culture générale et le développement de l'esprit critique, meilleurs antidotes contre les contre-vérités** qui encombrent négativement l'esprit de nos contemporains et en particulier une part non négligeable de la jeunesse.

Une mission flash sur « l'éducation critique aux médias » a donné lieu à un rapport présenté fin mars 2023 aux assises internationales du journalisme. Elle fait suite à la commission Bronner qui avait publié son rapport début 2022 recommandant « la systématisation de la formation à l'esprit critique et à l'éducation aux médias et à l'information pour tous les élèves et ce, dès l'école primaire et jusqu'après le secondaire. »

« Bien s'informer ça s'apprend, et l'éducation à l'information doit aller partout où se construisent les citoyens : dans les familles, à l'université, dans les bibliothèques et médiathèques... » dit Jérôme Bouvier, président de l'association « Journalisme et Citoyenneté ». Pour ce faire, la rapporteuse de la mission flash propose que l'éducation aux médias soit déclarée « grande cause nationale ».

Une « bonne » lecture et compréhension des données et informations sur les réseaux sociaux serait déjà un progrès majeur dans l'état d'esprit et l'attitude de la jeunesse actuelle.